



CONGO



UNION EUROPEENNE



FRANCE



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



COMPTE RENDU DE LA REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU PROJET « RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS ETATIQUES ET NON ETATIQUES DANS LE PROCESSUS ELECTORAL EN REPUBLIQUE DU CONGO

Date : 14 mars 2013 de 10h30 à 13h55

Lieu : Salle de réunion de la préfecture

Participants :

Mesdames	Messieurs
<ol style="list-style-type: none"> 1. Emelyne BAHANIDA, Conseillère Principale de l'Unité Gouvernance 2. Régine TCHIKAYA OBOA, Conseillère près du Ministère de la promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au développement 3. Ruffine BIVOUDI, Assistante Administrative et Financière à l'Unité Gouvernance/PNUD 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Seraphin ONDELE, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation 2. Eloi KOUADIO IV, Représentant Résidant a.i PNUD 3. Patrick Landry BITSEKE ONDZOLI, Chargé des projets et programmes/ Comptoir juridique junior (CJJ) 4. Hugor Martial YOKA, Chargé à la communication/MIBEKO 5. Guillaume BONKOUTOU, Conseiller au Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation 6. Hyacinthe ONGOTTO, Premier Vice Président CONEL 7. Matteo SIRTORI, Premier Secrétaire à l'UE 8. Barry JUNKER, Deuxième Secrétaire/Conseiller Politique à PUSAID 9. Yannick MEVEL, Attaché Coopération Gouvernance/Ambassade de France 10. Céphas Germain EWANGUI, Président Coordinateur/FOSOCCEL 11. Charles BOUKAKA, Expert National en Gouvernance/PNUD 12. Xavier MORONI, Attaché de Coopération/UE 13. Séraphin NGOMA, Analyse à la Communication/PNUD 14. Anicet Dzelvins NGOYI, Secrétaire Général/CAPE 15. Robenson LOUSSAKOU, Informaticien/PNUD 16. Giberty MOUANDA-MOUANANDA, Stagiaire à l'Unité Gouvernance et Consolidation de la Paix/PNUD

1. La réunion a été présidée par M. Seraphin ONDELE, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation



CONGO



UNION EUROPEENNE



FRANCE



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



L'ordre du jour a porté sur les points suivants :

- I- Mot de bienvenue du Directeur de Cabinet du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation
- II- Mot de circonstance du Représentant Résident a.i et présentation des membres
- III- Présentation du projet
- IV- Débats
- V- Adoption du plan opérationnel et du budget 2013

Les commentaires et les actions sont mentionnés dans la matrice ci-dessous :

N°	Points discutés	Commentaires	Actions/Délai	Responsables	Suivi des Actions
I.	1. Mot de bienvenue fait par M. Séraphin ONDELE, Directeur de Cabinet du MID	Il a remercié les différents partenaires dans leurs efforts à accompagner le Congo dans sa dynamique démocratique et a renouvelé la volonté du Gouvernement de travailler pour les idéaux de la République. Aussi, le Gouvernement dans le même élan, celui de contribuer efficacement aux processus électoraux a réalisé avec succès les élections présidentielles de 2009 et aussi législatives de 2012 qui ont été très délicates vu le nombre de candidats à cette échéance électorale près de 1176 Candidats contrairement aux élections présidentielles avec 13 candidats.			
II.	Mot de circonstance du Représentant Résident a.i	Le Représentant Résident a.i, a pour sa part salué les efforts du Gouvernement Congolais dans sa longue marche et aux efforts fournis dans les processus électoraux. Il a remercié également les différents partenaires pour leur soutien			



CONGO



UNION EUROPEENNE



FRANCE



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



	<p>financier et a invité in fine les partenaires à contribuer davantage pour aider le Congo dans son processus de démocratisation.</p>			
<p>III. Présentation du projet par Mme Emelyne BAHANDA, Conseillère Principale de l'Unité Gouvernance ; Voici les lignes : I- OBJECTIFS DU PROJET II- MODALITES DE FINANCEMENT ET PRINCIPAUX PARTENAIRES FINANCIERS III- PRINCIPALES CIBLES DU PROJET IV- ACTIVITES REALISEES EN 2012 V- LES DIFFICULTES RENCONTREES VI- LES ACTIVITES PLANIFIEES EN 2013</p>	<p>Ici Madame BAHANDA a présenté de manière claire l'ensemble du travail réalisé par le PNUD et a également projeté les activités à venir notamment dans le cadre des élections locales de 2013. Profitant ici de l'occasion, Mme BAHANDA a demandé un éclairage auprès du Directeur de Cabinet du MID sur la Loi portant sur la parité.</p>	<p>M. Séraphin Ordele, répondant à la préoccupation de Mme BAHANDA a précisé que la politique est un engagement personnel, le Ministère n'a pas à son entendement exclu la candidature des femmes aux différents scrutins. Ceci dit, cela reste un travail d'engagement personnel et de compétence.</p>		

8



CONGO



UNION EUROPEENNE



FRANCE



IV.

Débats

Ouvrant le débat, M. **Xavier Moroni** a fait remarqué au Directeur de Cabinet du MID les nombreux dysfonctionnements constatés lors des élections législatives de 2012 (les noms des personnes décédées sur les listes, problèmes de logistiques, la distribution tardive des cartes d'électeurs...)

Différentes questions sont alors posées :
Le MID et la CONEL, prendront-ils le soin d'anticiper sur les événements afin de permettre une bonne tenue des élections locales? Quelle est la date des élections locales? Le MID prévoit-il de revoir sa méthode d'enregistrement sur les listes électorales ?

En réponse à ces différentes questions ; M. Ondele, affirme sans ambages que la Loi congolaise autorise la révision des listes à la veille de chaque échéance électorale. Cependant, cette révision selon un point de vue constitutionnel se fait sur la base du volontariat. Il ne revient pas à l'administration de faire du porte à porte. L'inscription est volontaire. S'agissant des élections locales, selon le délai constitutionnel elles doivent se tenir dans les 30 jours du mois de juillet. La concertation d'Ewo a changé beaucoup de chose. En effet, pour l'opposition, il n'est plus question de permettre à l'administration de procéder à l'enregistrement des électeurs et de participer à l'organisation des élections car pour elle, l'administration agit est partisane.
Cette pratique est donc à l'origine des conclusions d'Ewo qui ont interdit l'administration de jouer son rôle, qui lui avait été dévolu autrefois dans ces missions régaliennes et ont demandé de prendre en lieu et place de l'administration des personnes jugées de bonne moralité.

Demander au législateur de revoir le cadre juridique.



CONGO



UNION EUROPEENNE



FRANCE



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



IV. Débats

M. **Matteo** pour sa part demande de faire un diagnostic sur les problèmes qui minent la population congolaise sur son désintérêt à la chose politique.
Il conviendrait donc de questionner les hommes politiques et la population congolaise elle-même.
Se demander pourquoi le peuple ne croit plus aux messages des politiques. Une analyse doit donc être faite afin que le citoyen congolais se réapproprie de la politique et participe volontairement à la chose politique.

M. **Xavier Moroni** s'est questionné sur l'importance de l'appui informatique et de la formation Bridge tel que mentionné lors de la présentation par Mme BAHANDA.

M. **Yanick Mevel** réaffirme la collaboration et le soutien de l'ambassade de France à travers ses différentes aides au développement, de participer aux élections locales

M. **Hyacinthe Ongotto**, conteste la véracité des écrits du rapport annuel portant sur le projet d'appui aux acteurs étatiques et non étatiques dans le processus électoral en République du Congo.
Pour sa part, il serait nécessaire de présenter des ratios.

Pour se faire :

- Dialoguer très efficacement avec la société civile ;
- Améliorer le débat public afin que les électeurs se rapprochent des partis politiques.

En réponse, le Représentant Résidant a.i a précisé que l'appui informatique envisagé et la formation Bridge s'inscrivent tous les deux dans le cadre du renforcement des capacités pour pouvoir gérer les listes électorales.

Le Représentant Résidant a.i en prenant la parole a rappelé à M. Ongotto que les rapports sont élaborés par des Consultants indépendants et a aussi signifié l'importance de la publication des rapports venant de leur instance afin de mettre à la connaissance des partenaires des chiffres pouvant permettre l'élaboration des rapports ne souffrant d'aucune contestation.



CONGO



UNION EUROPEENNE



FRANCE



IV. Débats

Mme Régine Tchikaya Oboa, félicite pour sa part la fidélité du rapport. Cependant elle réaffirme que les femmes malgré l'assistance du PNUD dans la formation continuent à souffrir d'un manque de moyen financier leur permettant de financer les campagnes électorales en l'occurrence. Même son de cloche au Ministère qui ne dispose pas des fonds pour aider les femmes. Néanmoins, elle affirme que la présence féminine est une volonté politique et les dernières nominations le prouvent clairement.

M. Charles Boukaka et Moroni ont manifesté la même préoccupation auprès de la CONEL qui jusqu'à ce jour ne dispose pas de chiffres officiels des élections précédentes. Et ne met à la disposition des structures qui le demandent les rapports sur les élections

M. Hugor YOKA, quant à lui a posé la question de savoir quel est le sort des OSC n'ayant pas déposé leurs rapports.

Le renforcement des capacités est de l'essor du PNUD. Cependant le financement des campagnes n'est pas au menu du PNUD. Un plaidoyer est prévu pour une meilleure prise en compte de la femme, mais comme mentionné plus haut, cela reste avant tout un engagement personnel et aux femmes de se mobiliser afin d'aller vers des guichets qui leur permettrait d'obtenir des financements.

Faire parvenir aux partenaires des données fiables afin d'éviter des données erronées.

Le Représentant Résidant a.i sur la question, a tenu à dire qu'il est judicieux de justifier le financement des fonds recus. Par conséquent, les OSC n'ayant pas déposées leurs rapports s'excluent ipso facto d'elles mêmes.

M. Hyacinthe Ongotto prenant la parole affirme qu'actuellement, les documents sur les taux de participation par circonscription sont disponibles. Notons qu'il y a près de 60% de taux de participation au niveau de l'intérieur. Quant à la mise à disposition le règlement donne les personnes qui sont habilitées à recevoir les rapports. Il demande à ceux qui le veulent de passer à la CONEL



CONGO



UNION EUROPEENNE



FRANCE



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



IV.	Débats	<p>M. Ngoyi, quant à lui demande une évaluation des structures en charge des élections (DGAE, CONEL)</p> <p>M. Ewangui note deux (2) points : Il fait remarquer l'écart qui existe entre la loi et la pratique, qui justifie de nombreux dysfonctionnement, il importe de réduire cet écart. Par ailleurs il faut un financement consistant aux OSC et le versement à temps des financements. Pour leur permettre de sensibiliser les citoyens et les amener à voter</p> <p>M. Moroni suggère pour sa part que l'on élabore un plan de travail pluriannuel sur la sensibilisation et l'éducation au vote.</p>	<p>Le contrôle social permet d'apprécier la qualité du travail rendu. Le plaidoyer permettra aux mécanismes institutionnels de s'améliorer.</p> <p>Il suggère en même temps : - L'instauration d'un véritable dialogue sur les défis à relever ; - Mener des campagnes d'éducation ; - Affecter plus de fonds sur les faiblesses constatées ; - Organiser une étude stratégique permettant de toucher les véritables problèmes liés aux élections.</p>	pour consulter les rapports sur les élections	
-----	--------	--	--	---	--

Ø



CONGO



UNION EUROPEENNE



FRANCE



<p>V.</p>	<p>Adoption du plan opérationnel et du budget 2013</p> <p>- Pour le budget</p> <p>- Pour le plan opérationnel 2013</p>	<p>Le Représentant Résidant a.i a demandé au délégué de l'USAID M. Barry Junker sur la conduite à tenir sur la balance de paiement des fonds.</p> <p>Même préoccupation pour la balance de paiement de l'UE</p> <p>Adopté par l'ensemble des participants.</p>	<p>M. Barry Junker, n'ayant pas la maîtrise du sujet a suggéré au Représentant Résidant a.i de poursuivre l'échange.</p> <p>M. Xavier a tenu a porté plus d'éclaircissement sur la question très rapidement. Néanmoins, il a tenu a précisé que la période couvrant un financement est d'une année sachant que le financement s'était effectué au mois de mai 2012, il se pourrait donc que l'on établisse un avenant.</p>	<p>USAID et PNUD</p> <p>PNUD et UE</p>	<p>Unité Gouvernance</p> <p>Unité Gouvernance</p>
-----------	--	--	--	--	---

Fait à Brazzaville : le 14 mars 2013

Par : Giberty MOUANDA-MOUANDA, Stagiaire à l'Unité Gouvernance et Consolidation de la Paix.
Secrétaire de séance